

peu ou pas transformées et de l'énergie, même si certains progrès ont été enregistrés dans la voie de l'exportation de produits manufacturés par suite de la "dévaluation" du dollar canadien en 1962, mais surtout à cause de l'accord sur l'industrie automobile et autres accords spéciaux. C'est ainsi que les Etats-Unis sont devenus un marché de plus en plus important pour le minerai de fer, le fer et l'acier primaires, le pétrole brut et le gaz naturel, les machines et pièces en plus des véhicules automobiles et des pièces.

Quant à la Grande-Bretagne, le recul relatif de son commerce avec le Canada explique sans doute, pour une bonne part, la réaction différente du Canada lors de la première négociation visant à l'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E. et lors de la dernière qui devait aboutir à un accord. Il y a quelques années la négociation avait provoqué des réactions assez vives au Canada; la dernière s'est faite dans un climat d'indifférence à peu près complète de la part des Canadiens. Mais au moment de la première négociation la Grande-Bretagne représentait encore plus de 15 p.c. des exportations canadiennes; ce pourcentage a maintenant baissé de moitié et, même si la Grande-Bretagne reste un marché non négligeable pour quelques produits canadiens (céréales, produits forestiers, aluminium, cuivre et nickel, etc.), l'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E. ne cause plus les mêmes inquiétudes qu'il y a quelques années. En revanche, les échanges avec le Japon sont en pleine croissance au point que chacun des pays se trouve au troisième rang parmi les partenaires commerciaux de l'autre. Il ne faudrait pas se surprendre d'ailleurs si le Japon remplaçait d'ici cinq ans la Grande-Bretagne comme deuxième partenaire commercial du Canada.

L'étroitesse des relations Etats-Unis-Canada en ce qui concerne l'investissement étranger a déjà été mise en évidence dans la première partie et nous n'y reviendrons pas ici. Mais le Canada dépend aussi fortement de